

ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT TIBÉTAIN : RASSEMBLEMENTS ET COMMÉMORATIONS

DES TIBÉTAINS ET DES PARTISANS DE LA CAUSE TIBÉTAINE SE SONT RÉUNIS UN PEU PARTOUT DANS LE MONDE LE 10 MARS DERNIER À L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT TIBÉTAIN, POUR TÉMOIGNER LEUR SOLIDARITÉ AUX TIBÉTAINS VIVANT AU TIBET ET RENDRE HOMMAGE À CELLES ET CEUX QUI ONT PERDU LA VIE EN RAISON DE LEUR RÉSISTANCE NON VIOLENTE.



Des manifestants devant l'Ambassade de Chine à Bruxelles. (Photo: ICT)

Cette année marque le 63^{ème} anniversaire du soulèvement national tibétain du 10 mars 1959, lors duquel des milliers de Tibétains étaient descendus dans les rues de Lhasa, la capitale tibétaine, pour protester contre l'invasion et l'occupation de leur territoire par la Chine.

Les commémorations officielles organisées par l'[Administration centrale tibétaine ont eu lieu à Dharamsala, en Inde](#), avec des invités issus du Sénat tchèque (dont Jiri

Oberfalzer, vice-président du Sénat) et des parlementaires indiens.

Des Tibétains en exil et des militants de la cause tibétaine se sont mobilisés en nombre [à travers le monde pour marquer l'événement](#), notamment aux États-Unis et à Taiwan ainsi que dans plusieurs villes européennes, dont Bruxelles. En signe de solidarité et de soutien, les mairies de nombreuses villes ont également décidé d'[ériger le drapeau tibétain](#).

> SUITE PAGE 2



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Anniversaire du soulèvement tibétain: rassemblements et commémorations
- 2 ICT exhorte l'UE à sanctionner les auteurs de violations des droits de l'homme au Tibet
- 3 La France doit défendre les droits des Tibétains pendant sa présidence du Conseil de l'UE
- 4 Une nouvelle coordonnatrice spéciale pour les questions tibétaines aux États-Unis
- 5 ICT demande instamment à la commissaire de l'ONU aux droits de l'homme de s'exprimer sur le Tibet
- 6 Un chanteur tibétain populaire s'immole par le feu à Lhasa
- 7 La Chine démolit d'importantes statues du Bouddha et place des Tibétains en détention
- 8 Le point sur les prisonniers politiques
- 9 Analyse d'ICT: la sinisation des Tibétains dans un État-nation chinois
- 10 Suggestion de lecture
- 11 Événements à venir



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: (202) 785-434
info@savetibet.org

> SUITE DE LA PAGE 1

Au Tibet, [la surveillance et les contrôles ont été, comme à chaque fois, renforcés au cours de la période entourant l'anniversaire du soulèvement](#), avec le déploiement massif de véhicules militaires dans la capitale, Lhassa, et le blocage de nombreuses rues.

Au cours des commémorations de cette année, la crise en Ukraine a été évoquée à de nombreuses reprises par les intervenants et dans les déclarations, la situation de ce pays rappelant les événements survenus au Tibet il y a 73 ans: l'invasion d'un petit pays par un voisin plus grand et puissant.

[Cliquez ici pour lire la déclaration d'ICT à l'occasion du 63ème anniversaire du soulèvement national tibétain.](#)

[Cliquez ici pour lire la déclaration de l'Administration centrale tibétaine à l'occasion du 63ème anniversaire du soulèvement national tibétain.](#)



Un manifestant témoignant son soutien au peuple ukrainien lors d'une manifestation à Bruxelles. (Photo: ICT)

Le député belge Samuel Cogolati s'exprime lors d'un événement organisé à Bruxelles. (Photo: ICT)

ICT EXHORTE L'UE À SANCTIONNER LES AUTEURS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU TIBET

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET, AUX CÔTÉS DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS ET DU CONGRÈS MONDIAL OUIGHOUR, A EXHORTÉ L'UE À SANCTIONNER DES RESPONSABLES CHINOIS SUPPLÉMENTAIRES POUR LEUR RÔLE DANS DES VIOLATIONS SYSTÉMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME, NOTAMMENT AU TIBET.

En mars 2021, pour la première fois depuis la répression du mouvement de la place Tiananmen, l'UE avait sanctionné quatre fonctionnaires chinois et une entité impliqués dans de graves violations des droits de l'homme au Turkestan oriental, en gelant leurs actifs et en les soumettant à une interdiction de voyager dans le cadre du son régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme.

Dans une lettre conjointe adressée aux dirigeants de l'UE et aux États membres le 31 janvier dernier, les trois organisations ont expliqué que, même si cette première série de sanctions constituait un pas dans la bonne direction, elle demeurait insuffisante, au vu de l'ampleur

des violations des droits de l'homme commises par le gouvernement chinois. Elles ont par conséquent encouragé l'UE à étendre la liste des personnes faisant l'objet de ces restrictions, afin d'y inclure les auteurs de violations des droits de l'homme commises non seulement contre des Ouïghours, mais aussi contre des Tibétains et d'autres groupes ethniques et religieux à travers le pays.

Les organisations ont proposé à l'UE les noms de quatre personnes impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de répression et d'assimilation du gouvernement chinois contre les Ouïghours et les Tibétains. Ces personnes devraient être tenues pour responsables de leurs actes.

LA FRANCE DOIT DÉFENDRE LES DROITS DES TIBÉTAINS PENDANT SA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL DE L'UE

DANS LE CONTEXTE DE LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A APPELÉ LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS À FAIRE TOUT CE QUI ÉTAIT EN SON POUVOIR POUR PROMOUVOIR UNE POSITION SOLIDE ET UNIE DE L'UE EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME SUR LE PLATEAU TIBÉTAIN.

Dans une note de briefing publiée en amont de la présidence française, qui a débuté le 1^{er} janvier dernier, et communiquée au ministère français des Affaires étrangères, ICT a décrit la situation désastreuse des droits de l'homme au Tibet et présenté cinq points d'action au travers desquels l'Union européenne pourrait activement contribuer à améliorer la situation :

- Exiger publiquement et vigoureusement du gouvernement chinois qu'il respecte les droits civils et politiques des Tibétains, qui sont soumis à un système caractérisé par la torture, les détentions arbitraires et la restriction de la liberté d'expression, de religion et de réunion
- Exiger le respect de la liberté de religion pour tous les bouddhistes tibétains, y compris ceux vivant en dehors du Tibet, et du droit des bouddhistes tibétains de décider de la succession du Dalai-lama sans ingérence du gouvernement chinois
- Réclamer un accès libre et réciproque au Tibet pour les experts de l'ONU ainsi que pour les diplomates, parlementaires, journalistes et organisations non gouvernementales venus de l'étranger
- Réclamer l'adoption de politiques climatiques et de développement durable sur le plateau tibétain qui respectent les droits des Tibétains et ne conduisent pas à la sédentarisation de masse forcée des nomades tibétains, à l'appauvrissement des populations et à leur déracinement culturel
- Plaider activement pour la reprise du dialogue sino-tibétain

[La note de briefing d'ICT, intitulée « Briser le silence sur la crise du Tibet: cinq points d'action pour la Présidence française » est disponible ici.](#)

UNE NOUVELLE COORDONNATRICE SPÉCIALE POUR LES QUESTIONS TIBÉTAINES AUX ÉTATS-UNIS

EN DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DERNIÈRE, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A SALUÉ LA DÉSIGNATION D'UZRA ZEYA EN TANT QUE NOUVELLE COORDONNATRICE SPÉCIALE POUR LES QUESTIONS TIBÉTAINES AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN.



La nomination de Mme Zeya – la sous-secrétaire d'État à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'homme – a été annoncée par le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, le 20 décembre dernier.

Mme Zeya, qui jouit de plusieurs dizaines d'années d'expérience à des postes de haut niveau dans la sphère des affaires étrangères aux États-Unis, notamment sur la question du Tibet, est désormais la personne de référence au sein de l'administration Biden pour toutes les initiatives visant à résoudre la question du Tibet, à promouvoir l'identité tibétaine, à protéger la culture et le patrimoine tibétains et à promouvoir le respect des droits de l'homme des Tibétains. Elle coordonnera également les efforts déployés par les États-Unis pour répondre aux besoins humanitaires des réfugiés tibétains et promouvoir un développement économique durable ainsi que la préservation de l'environnement sur le plateau tibétain.

ICT encourage les gouvernements – y compris au sein de l'Union européenne – à instaurer une collaboration avec Mme Zeya et à mener avec elle des initiatives qui contribueront à améliorer le respect des droits des Tibétains.

ICT DEMANDE INSTAMMENT À LA COMMISSAIRE DE L'ONU AUX DROITS DE L'HOMME DE S'EXPRIMER SUR LE TIBET

À LA 49^{ÈME} SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU, LA HAUTE-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME, MICHELLE BACHELET, A ANNONCÉ QU'ELLE PRÉVOYAIT DE SE RENDRE EN CHINE EN MAI 2022.



Vincent Metten d'ICT prononçant une déclaration au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights.

Alors que la première session du Conseil des droits de l'homme pour 2022 s'est concentrée sur la situation en Ukraine, dans sa [mise à jour orale régulière](#) sur le travail de son bureau et l'évolution des droits de l'homme le mardi 8 mars, la Haute-commissaire a indiqué que son bureau était « parvenu à un accord avec le gouvernement chinois pour une visite. » ICT exhorte la Haute-Commissaire de l'ONU à clarifier les modalités d'une telle visite et à inscrire des régions tibétaines au programme, étant donné que le déplacement ne pourra présenter un réel intérêt que si un accès libre et complet à ces régions est garanti.

Lors du dialogue interactif avec la Haute-Commissaire, Vincent Metten d'ICT Europe, qui s'est exprimé au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights, s'est dit « déçu » du silence de la Haute-

Commissaire concernant la dégradation de la situation des droits de l'homme au Tibet, et il a appelé à l'octroi rapide d'un « accès libre et indépendant à toutes les régions de la République populaire de Chine, en particulier les régions tibétaines, pour les experts internationaux indépendants des droits de l'homme ».

Sa déclaration a été interrompue par une motion d'ordre de la délégation

chinoise, qui s'est plainte que ces propos constituaient « une attaque contre le Parti communiste » et « ne violation des règles et du règlement en vigueur ». Cette intervention a été vaine et le vice-président du Conseil des droits de l'homme a demandé à M. Metten de poursuivre. Une autre déclaration évoquant la situation au Tibet, prononcée par la Society for Threatened People, a également été interrompue par la délégation chinoise. ICT s'inquiète des nouvelles tentatives du gouvernement chinois de limiter la liberté d'expression de la société civile et l'espace qui lui est dévolu au Conseil des droits de l'homme.

ICT a pu prononcer trois

autres déclarations orales lors de cette session – une sur la torture, une sur les défenseurs des droits de l'homme et une autre au titre du débat général sur le point 4 (« Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil »).

Dans le cadre du débat général, 14 pays ainsi que l'Union européenne ont également épinglé la Chine pour sa situation préoccupante en matière de droits de l'homme. Sept pays ont évoqué la situation au Tibet: le Danemark, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni. L'Union européenne a également évoqué le Tibet et a notamment appelé à la libération immédiate et inconditionnelle de plusieurs militants des droits de l'homme, dont les Tibétains Dorjee Tashi, Go Sherab Gyatso et Rinchen Tsultrim.



Le représentant chinois. (Photo: Capture d'écran de UN Web TV)

UN CHANTEUR TIBÉTAIN POPULAIRE S'IMMOLE PAR LE FEU À LHASA

LE JEUNE CHANTEUR TIBÉTAIN TSEWANG NORBU S'EST IMMOLE PAR LE FEU À LHASA LE 25 FÉVRIER DERNIER ET EST DÉCÉDÉ DE SES BRÛLURES, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET A APPRIS DE SOURCES SÛRES.



Tsewang Norbu

Des sources dans la capitale tibétaine, citant des témoignages oculaires indirects, ont déclaré à ICT que Tsewang Norbu avait tenté de s'immoler par le feu près du stupa de Barpokaling, à droite de l'emblématique Palais du Potala, l'ancienne résidence d'hiver des Dalai-lamas. Une autre source a confirmé que le chanteur, sévèrement brûlé, est décédé une semaine plus tard à l'Hôpital du Peuple de la Région autonome du Tibet.

ICT a constaté qu'une campagne de désinformation avait été lancée, très probablement par des acteurs étatiques, pour brouiller les informations sur l'immolation par le feu de Tsewang. Pour s'assurer que la mort de Tsewang ne soit pas divulguée au monde extérieur, la sécurité a également été renforcée à l'hôpital ainsi que dans tout Lhasa.

Tsewang Norbu, qui est né en 1996 à Ngachu (en chinois: Naqu), dans la Région autonome du Tibet, était célèbre au Tibet pour sa musique et il avait participé à des concours de chant télévisés similaires à « [The Voice](#) ». Outre des références aux paysages tibétains, les paroles de ses chansons présentent de fortes expressions artistiques de l'identité tibétaine et de l'appartenance à la communauté tibétaine, avec des touches subtiles de nationalisme. Né de parents artistes, Tsewang a un oncle du côté maternel, [Sogkhar Lodoe Gyatso](#), qui purge une longue peine pour ses convictions politiques.

Tsewang est le 158^{ème} Tibétain à s'être immolé au Tibet depuis 2009, et le premier depuis [l'auto-immolation de Yonten en novembre 2019](#).

LA CHINE DÉMOLIT D'IMPORTANTES STATUES DU BOUDDHA ET PLACE DES TIBÉTAINS EN DÉTENTION

DANS UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LA CULTURE ET LA RELIGION TIBÉTAINES, LES AUTORITÉS CHINOISES ONT DÉMOLI DES STATUES DU BOUDDHA À PROXIMITÉ D'UN IMPORTANT MONASTÈRE DANS L'EST DU TIBET.

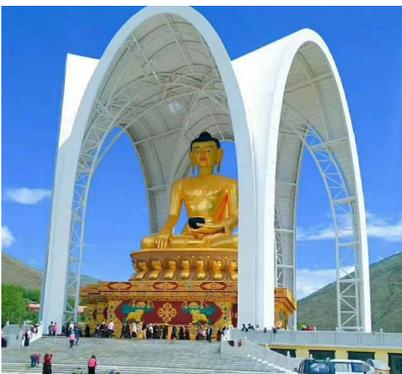


Photo de la statue du Bouddha alors intacte dans le comté de Drango à Kardze. (Photo: Tibet Watch)

D'après des articles parus dans la presse, des travaux de démolition ont été lancés le 12 décembre 2021 pour abattre une statue du Bouddha d'une trentaine de mètres de haut dans la préfecture autonome tibétaine de Kardze (Ganzi), dans la province du Sichuan. Quelques jours plus tard, c'est une autre statue, celle de Jampa (Maitraya, ou Bouddha à venir), et 45 moulins à prières bouddhistes qui ont été démolis. Les autorités du comté de Drango ont affirmé que les documents de construction n'avaient pas été approuvés et que la hauteur de la statue n'était pas conforme aux codes locaux du bâtiment. Le 28 février, Radio Free Asia [a fait savoir](#) qu'une troisième statue avait été démolie.

Les autorités ont également [placé arbitrairement en détention plusieurs moines tibétains](#), au motif qu'ils auraient informé le monde extérieur de ces démolitions. Les statues du Bouddha revêtent une signification particulière pour les bouddhistes tibétains et elles constituent un élément important de leurs croyances.

ICT exhorte les autorités chinoises à respecter la liberté de religion et les droits culturels du peuple tibétain, y compris ceux des habitants de Drango. Les personnes placées en détention devraient être immédiatement libérées, étant donné que le seul motif de leur arrestation est la communication d'informations sur ces démolitions.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

GO SHERAB GYATSO

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET S'INQUIÈTE VIVEMENT DE LA CONDAMNATION DE GO SHERAB GYATSO À DIX ANS D'EMPRISONNEMENT ET APPELLE LE GOUVERNEMENT CHINOIS À RESPECTER SES DROITS FONDAMENTAUX.



Go Sherab Gyatso, un éminent moine bouddhiste et érudit tibétain, a été placé en détention à Chengdu par les autorités de la Région autonome du Tibet le 26 octobre 2020 ([voir le Tibet Brief n° 180 d'avril 2021](#)). En décembre 2021, Radio Free Asia [a annoncé](#) qu'il avait été condamné un mois auparavant à l'issue d'un procès secret. Aucune information n'a été

communiquée quant aux charges qui pesaient contre lui.

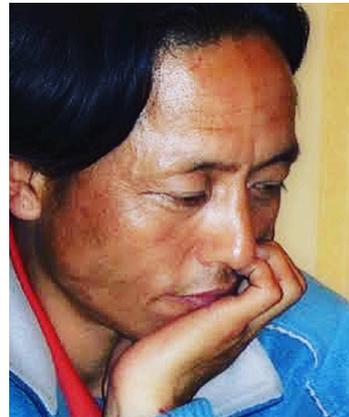
L'affaire de Go Sherab Gyatso a été relayée à l'étranger, après que [des experts des droits de l'homme de l'ONU ont fait part de leurs inquiétudes quant à son placement arbitraire en détention](#). En réaction, la Chine [a déclaré à l'ONU](#) que Go Sherab Gyatso avait été arrêté « conformément à la loi relative aux suspicions d'incitation à la sécession », mais elle n'a pas précisé à quelles activités criminelles il se serait livré. Les accusations de « sécession » sont souvent utilisées par les autorités chinoises comme prétexte pour persécuter des Tibétains qui expriment leur soutien à la culture tibétaine ou critiquent le gouvernement.

Rien n'indique que Go Sherab Gyatso, âgé d'une quarantaine d'années, a pu bénéficier d'un procès équitable. De plus, son état de santé [se serait récemment dégradé](#), alors qu'il souffre d'une maladie pulmonaire chronique; il est possible qu'il ne bénéficie pas d'un traitement médical adéquat en prison.

Le gouvernement chinois doit le libérer sans délai, car il a été emprisonné et condamné uniquement pour avoir exprimé pacifiquement ses opinions.

LIBÉRATION DE KUNCHOK TSEPHHEL

LE [TIBETAN CENTRE FOR HUMAN RIGHTS AND DEMOCRACY \(TCHRD\)](#) A APPRIS LA LIBÉRATION DE L'ÉMINENT ÉCRIVAIN, ENSEIGNANT ET ÉCOLOGISTE TIBÉTAIN KUNCHOK TSEPHHEL LE 18 MARS APRÈS AVOIR PURGÉ PLUS DE 13 ANS DE PRISON.



Kunchok Tsephel, un agent de l'environnement pour le gouvernement chinois, a été condamné à 15 ans d'emprisonnement en novembre 2009 par un tribunal de la province de Gansu pour avoir divulgué des « secrets d'État », apparemment liés à des articles publiés sur un site Web littéraire tibétain qu'il a fondé, Chodme (« Lampe à

beurre »). Il a été détenu au secret pendant près de neuf mois et son domicile a été saccagé par la police. Sa famille n'a appris où il se trouvait que lorsqu'elle a été convoquée au tribunal pour entendre le verdict et la peine prononcés contre lui.

Selon le TCHRD, la peine de prison de Tsephel a été réduite de près de deux ans après qu'il ait sauvé la vie d'un codétenu et collecté des « points » pour avoir fait preuve de « bonne conduite ». Lui et les membres de sa famille restent cependant sous étroite surveillance et il doit encore purger la peine supplémentaire de quatre ans de « privation des droits politiques », qui permet à la police d'imposer arbitrairement d'importantes restrictions aux déplacements et aux activités des anciens prisonniers politiques.

ANALYSE D'ICT: LA SINISATION DES TIBÉTAINS DANS UN ÉTAT-NATION CHINOIS

AFIN DE METTRE EN ŒUVRE SON INITIATIVE DE HAUT NIVEAU EN FAVEUR DE LA « SINISATION » DES TIBÉTAINS, LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS A CONVOQUÉ UNE « CONFÉRENCE SUR LE TRAVAIL ETHNIQUE » À LHASA, LA CAPITALE DU TIBET, DÉBUT FÉVRIER.

La conférence a réuni des dirigeants provinciaux du Parti communiste, du gouvernement, d'organes politiques, du système judiciaire, de l'armée et de la police de la Région autonome du Tibet (RAT).

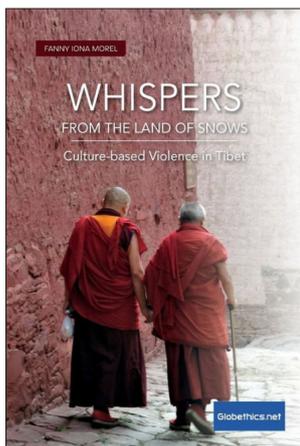
Dans le sillage du dixième congrès du Parti pour la Région autonome du Tibet fin novembre 2021, lors duquel le secrétaire du Parti pour la RAT, Wang Junzheng, a vanté la réussite de la sinisation des Tibétains ces cinq dernières années, le Parti a convoqué la dernière conférence ethnique en date au Tibet, afin d'assoir le projet de Pékin de « forger un sentiment d'appartenance à la communauté de la nation chinoise ».

Alors que la résistance tibétaine est fermement réprimée au moyen de divers mécanismes préventifs de « maintien de la stabilité », le Parti communiste chinois semble s'apprêter à déployer de nouvelles mesures de gouvernance, tout en veillant à « repérer et prévenir les risques majeurs et les dangers cachés dans le domaine ethnique ». Deux sujets de préoccupation émergent de l'analyse des discours prononcés lors de cette conférence et du dixième congrès du Parti: le Parti semble prêt à modifier son système de gouvernance pour ce qui est « des capacités consacrées aux affaires ethniques au Tibet » et à intensifier les migrations bidirectionnelles vers et depuis le Tibet.

[Cliquez ici pour lire l'analyse complète d'ICT.](#)

SUGGESTION DE LECTURE

WHISPERS FROM THE LAND OF SNOWS - CULTURE-BASED VIOLENCE IN TIBET, DE FANNY IONA MOREL



Dans cette étude interdisciplinaire, l'autrice enquête sur la corrélation entre les violations des droits culturels et la violence des acteurs étatiques à l'égard d'une communauté ancrée dans une société profondément bouddhiste.

Fondée sur des témoignages directs de Tibétains en exil qui ont trouvé refuge en Suisse, l'étude dévoile l'expérience, les perceptions et les opinions de ces Tibétains qui, pour la plupart, ont été victimes de différents types de mauvais traitements au Tibet.

Elle s'appuie également sur la Déclaration sur les

droits des peuples autochtones et la Déclaration de Fribourg de 2007, qui établissent le rôle essentiel des droits culturels, ainsi que sur le concept de génocide développé par Raphaël Lemkin. L'étude révèle ainsi que plusieurs techniques de génocide ont été – et sont toujours – employées au Tibet et explique comment la République populaire de Chine a violemment interrompu le processus naturel d'évolution culturelle au Tibet en recourant à l'assimilation culturelle forcée, qui continue d'engendrer de la violence.

[Le livre peut être téléchargé ici.](#)

ÉVÉNEMENTS À VENIR



- **1^{ER} AVRIL** : Sommet UE-Chine (en ligne)
- **21-23 AVRIL** : Conférence sur le climat « Dialogue for our Future » avec la participation du Dalaï-lama (pour plus d'informations: <https://www.dialogueforourfuture.com/>)
- **25 AVRIL**: 33^{ème} anniversaire du 11^{ème} Panchen-lama, Gedhun Choekyi Nyima